## Activité secondaire

Par Ayoub7
Bonjour, Je suis un enseignant contractuel à temps complet (18h semaine)et je souhaiterais faire une formation de vtc et travailler accessoirement les week-ends et les vacances comme chauffeur Vtc. Est-ce c'est possible? Merci.
Bonjour
Non puisque vous travaillez à plein temps et même si vous travailliez à temps partiel , il faudrait avoir l'autorisation de votre hiérarchie qui ne l'accorderait peut être pas .
[url=https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1648]https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1648[/url]
Si vous travaillez sans avoir le droit, il y a des contrôles via vos déclarations de revenus et organisme d'état : si vous ne risquez pas la perte du statut de fonctionnaire car contractuel, la sanction de droit est le fait devoir indemnisé l'état par tout gain de l'activité accessoire .
Par Ayoub7
Je m'en doutais aussi. Merci pour votre réponse.
Dans la fonction publique , quand vous doutez, il faut mieux demander à votre hiérarchie ( plus haut que votre établissement, niveau RH) Parce que la mauvaise surprise de la saisie 3 ans après dans le contexte des gains, c'est vraiment pas top . Pour information, le statut LMNP ( location de courte durée par exemple) procure des revenus professionnels donc rentrent dans la même case .
Par EliotA
bonsoir, le cumul d'activités autorisé sur demande d'autorisation au préalable: une circulaire du rectorat précise la procédure en application de l'article 11 du décret n°2020-69 :

La liste limitative des activités susceptibles d'être autorisées :

- 1° Expertise et consultation 2° Enseignement et formation 3° Activité à caractère sportif ou culturel, y compris encadrement et animation dans les domaines sportif, culturel ou de l'éducation populaire 4° Activité agricole
- 5° Activité de conjoint collaborateur au sein d'une entreprise artisanale, commerciale ou libérale 6° Aide à domicile à un ascendant, à un descendant, à son conjoint, à son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou à son concubin, permettant au fonctionnaire de percevoir, le cas échéant, les allocations afférentes à cette aide 7° Travaux de faible importance réalisés chez des particuliers 8° Activité d'intérêt général exercée auprès d'une personne publique ou auprès d'une personne privée à but non lucratif 9° Mission d'intérêt public de coopération internationale ou auprès d'organismes d'intérêt général à caractère international ou d'un Etat étranger 10° Services à la personne

11° Vente de biens produits personnellement par l'agent.

Les activités mentionnées aux 1° à 9° peuvent être exercées sous le régime de la micro entreprise (ex auto entreprise) ; celles mentionnées aux 10° et 11° ne peuvent être exercées que sous le régime de la micro entreprise